



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



Agence Territoriale ONF  
Nord Franche-Comté  
**Service Forêt**  
2 Place de la Révolution française  
BP 279  
90 005 BELFORT Cedex

**DDT 90 - Direction Départementale des Territoires du Territoire de Belfort**  
**SHU - Service Habitat Urbanisme**  
**UP - cellule Urbanisme et Planification**  
8, Place de la Révolution française  
BP 605  
90 020 BELFORT Cedex

Réf. : **ONF-NFC-SF-2023-021-VCH**  
Affaire suivie par : Valérie CANDIDO  
Tél : 07-77-31-35-08  
Mél : [valerie.candido@onf.fr](mailto:valerie.candido@onf.fr)

Belfort, le 17/04/2023

**Objet :** Consultation des services de l'Etat sur l'arrêt du PLU de VEZELOIS  
Dossier suivi par : [paul-adrien.letanoux@territoire-de-belfort.gouv.fr](mailto:paul-adrien.letanoux@territoire-de-belfort.gouv.fr)  
[ddt-su-up@territoire-de-belfort.gouv.fr](mailto:ddt-su-up@territoire-de-belfort.gouv.fr)

Par courriel en date du 10/03/2023, vous sollicitez les observations de l'**Office National des Forêts** sur la rédaction du PLU de VEZELOIS, arrêté par délibération le 02/03/2023.

Une partie de nos informations et préconisations détaillées dans le cadre du « Porter à connaissance » (Cf. courriel du 19/04/2018 adressé au cabinet RUEZ), ont été prises en compte dans la rédaction de vos documents, notamment dans le RAPPORT de Présentation.

- A la page 30 (au titre « 2.3 De développement forestier ») concernant le « **Plan de situation** » des forêts bénéficiant du régime forestier. Cette carte comprend les contours des forêts (périmètres), le parcellaire forestier ainsi que les principales dessertes (routes accessibles aux engins forestiers et aux véhicules légers, places de dépôt et/ou de retournement, pistes accessibles aux tracteurs).
- Les **principales fonctions** de la forêt (de production, environnementales, sociales, de protection), dont la page 55 la « Cartographie des milieux humides (zones humides potentielles) » identifiés par le Cabinet Prélude et complété par les données de l'ONF (carte des stations forestières issues du plan d'aménagement forestier) ; au titre « 3.1.4 La ressource en eau / 3.1.4.3 Les milieux humides et les zones humides ».
- A la page 68 , précisant que forêt communale relevant du régime forestier, représente 267 ha et dispose d'un **plan d'aménagement forestier** (2004-2023).

Cependant, notre préconisation de maintenir une distance de recul des constructions de 30 m à 40 m par rapport à la lisière de la forêt n'a pas été retenue.



Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS  
Site internet : [www.onf.fr](http://www.onf.fr)

PEFC 10-4-4 / Promouvoir la gestion durable de la forêt / [pefc-france.org](http://pefc-france.org)

**Nos recommandations générales :****1) Classement - Zonage**

L'ensemble de la forêt communale de VEZELOIS est classé en zones « **N naturelles et forestières** », exceptée la station de traitement des eaux usées - classée Ns - enclavée dans la forêt.

Par ailleurs, la forêt communale est limitrophe à des zones classées :

- N : naturelle.
- A : agricole.
- UB : urbanisée dans des secteurs de développement.

Un classement en « **EBC** » (Espace Boisé Classé) n'a pas été retenu. Celui-ci pourrait être envisagé sur toute ou partie des forêts. En effet, le classement en EBC interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements. Il apporte une protection et des contraintes supplémentaires, telles que le rejet de plein droit des demandes d'autorisation de défrichement.

Il n'est fait mention d'aucun « **Règlement de boisement** » sur la commune.

**2) Contrainte d'urbanisme = bande inconstructible de 30 m (bande de sécurité).**

Nous attirons votre attention sur l'intérêt primordial de **prévoir une distance de recul de toute construction par rapport aux lisières des forêts** au vu des éventuelles nuisances liées à la proximité du milieu forestier (ombre, humidité, feuilles...) et des éventuels risques de sinistres. En effet, construire trop proche des massifs forestiers peut conduire, notamment en cas d'accidents climatiques (vent, tempête, bris de glace, sécheresse...), à la **chute accidentelle** de branches ou d'arbres sur les habitations, les bâtiments et leurs annexes (percolas, piscine...).

Par ailleurs, la crise sanitaire qui s'est déclarée dans les forêts -dans un contexte de réchauffement climatique-, a augmenté le taux de **mortalité des arbres** (bois secs plus nombreux) et entraîne une plus grande **sensibilité aux incendies**.

Enfin, la proximité des riverains et la présence du public peut conduire à un **coût supplémentaire pour le propriétaire forestier** lors de l'exploitation des arbres et de la réalisation d'autres travaux (câblage des arbres à exploiter indispensable, sécurisation renforcée du chantier...).

D'autre part, les lisières forestières remplissent un rôle de protection physique des peuplements face aux aléas climatiques (vent, coups de soleil sur les arbres) et constituent un milieu riche en biodiversité.

Afin d'**assurer la sécurité des biens et des personnes** ainsi que la pérennité des fonctions écosystémiques des forêts et des lisières forestières, **nous recommandons d'entourer toutes les forêts et formations boisées d'une bande d'inconstructibilité de 30 mètres minimum** (à une distance comptée horizontalement de tout point de chaque construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché) ; indépendamment de leur régime de propriété et de leur classement au cadastre ou dans les documents d'urbanisme.



### 3) Respect du droit de la propriété – Consignes de sécurité.

**Nous recommandons que les bords des terrains de constructions jouxtant la forêt soient clos** pour limiter l'accès sauvage à la forêt et diminuer les risques d'accident lors des opérations sylvicoles. En effet, l'absence d'ouvrages séparatifs (clôture, mur...) augmente les risques d'annexion de la forêt :

- Risque d'incendie (barbecue, feux de camp).
- Risque d'occupation illégale de l'espace forestier (cabane, meubles de jardin...).
- Risque de dépôts sauvages (tontes, déchets de taille, ordures, remblais...)
- Risque d'extractions de matériaux ou de végétaux (terre, humus, bois, plantes...)

Il nous semble bon de rappeler que le bris, la dégradation, la destruction des bornes et des repères servant à délimiter les parcelles forestières communales sont sanctionnés par article R 163-9 du Code Forestier. Ainsi, **les ouvrages séparatifs (clôture, mur...) devront se trouver à l'intérieur de la propriété du riverain** (en aucun cas 'à cheval' sur la limite séparative).

Pour limiter les risques d'accidents - notamment lors de l'exploitation des coupes ou la réalisation des travaux- et pour éviter les risques d'occupations illégales de la forêt, nous rappelons que les riverains n'ont aucun droit d'accéder aux forêts communales par un accès privatif. (Article 544 du Code Civil). Ainsi, pour limiter les risques d'empiètement en forêt et en complément de la mise en place d'un ouvrage séparatif, **nous recommandons de proscrire toute installation d'un accès privatif à la forêt** (interdiction d'utiliser un portillon, une porte ou même un simple 'trou' dans une haie, un mur, une clôture...).

### 4) Mise à disposition du plan d'aménagement forestier de la forêt communale

En application de l'article L212.1 du Code forestier, les règles de gestion sont précisées dans les documents d'aménagement forestier ; ainsi que les zonages environnementaux et les prescriptions associées.

Les documents sont consultables en mairie ou sur <https://www.onf.fr> rubrique « Nous connaître / Données publiques / Données par thématiques / Les documents d'aménagement / Document de gestion durable / Votre recherche [nom de la commune] »).

#### **Nos recommandations particulières :**

Nous souhaitons apporter des compléments à la rédaction et nous vous demandons :

#### 1) Au PADD

- **Page 11** : au chapitre « AXE 3 : Préserver les richesses naturelles » / « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » / « Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières ».

Il serait souhaitable de préciser que « l'exploitation forestière restera autorisée sans restriction » et d'ajouter les deux phrases suivantes :

« La gestion durable et multifonctionnelle des forêts bénéficiant du régime forestier est garantie par l'application du plan d'aménagement forestier. Cette gestion forestière s'accompagne de coupes et de travaux indispensables au maintien, à l'amélioration et au renouvellement des forêts. »

« Dans les forêts communales relevant du Régime forestier, toute occupation du sol forestier est soumise pour avis préalable à l'ONF (article 143-2 du Code Forestier). »



## 2) Au RAPPORT de Présentation

- **Page 155** : au chapitre « 2. Justification des choix retenus pour établir le règlement » / « 2.1 Délimitation du territoire et dispositions applicables pour établir le règlement » / « 2.1.4 La zone naturelle ».

Il serait bon de préciser que : « Dans les forêts communales relevant du Régime forestier, toute occupation du sol forestier est soumise pour avis préalable à l'ONF (article 143-2 du Code Forestier). »

## 3) Au REGLEMENT ECRIT :

- **Page 6** : au chapitre « Dispositions générales » / « Haies, vergers, ripisylves et autres espaces boisés ».

Il est indiqué que « l'abattage d'arbre est interdit sauf en cas de risque pour la sécurité des personnes et des biens et en cas d'expertise phytosanitaire démontrant un mauvais état de l'arbre ».

Cette formulation pourrait prêter à confusion avec la gestion durable des forêts. Il serait bon de préciser que « l'exploitation forestière restera autorisée sans restriction dans les massifs forestiers ».

- **ZONE UB - Page 22** : à l' « Article 2 UB : Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementale et paysagère » / « 2.1 Volumétrie et implantation des constructions » / « Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives. »

Nous recommandons d'entourer toutes les forêts et formations boisées d'une bande d'inconstructibilité de 30 mètres minimum (à une distance comptée horizontalement de tout point de chaque construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché).

- **ZONE UB - Page 26** : au chapitre « 2.2 Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère » / « Les clôtures ».

Nous vous recommandons de faire clôturer les bordures des terrains jouxtant la forêt et de proscrire l'installation d'accès privatifs et directs à la forêt (portillon, porte, trou dans un ouvrage : mur, grillage, haie...).

- **ZONE A - Page 43** : à l' « Article 2 UB : Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementale et paysagère » / « 2.1 Volumétrie et implantation des constructions » / « Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives. »

Nous recommandons d'entourer toutes les forêts et formations boisées d'une bande d'inconstructibilité de 30 mètres minimum (à une distance comptée horizontalement de tout point de chaque construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché).

- **ZONE A - Page 43** : au chapitre « 2.2 Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère ».

Nous vous recommandons de rajouter un chapitre « Les clôtures » et de préciser que : « Lorsque les terrains limitrophes à la forêt communal sont clôturés, ils ne peuvent bénéficier d'un accès privatifs et directs à la forêt (portillon, porte, trou dans un ouvrage) ».



- **ZONE N - Page 45** : à l' « Article 1 N : Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité ».

Nous vous recommandons d'ajouter la phrase suivante : « Dans les forêts communales relevant du Régime forestier, toute occupation du sol forestier est soumise pour avis préalable à l'ONF (article 143-2 du Code Forestier). »

- **ZONE N - Page 46** : à l' « Article 2 UB : Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementale et paysagère » / « 2.1 Volumétrie et implantation des constructions » / « Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives. »

Nous recommandons d'entourer toutes les forêts et formations boisées d'une bande d'inconstructibilité de 30 mètres minimum (à une distance comptée horizontalement de tout point de chaque construction au point de la limite séparative qui en est le plus rapproché).

En souhaitant que nos recommandations soient prises en compte dans la rédaction de vos documents. Je suis à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d'agréer l'expression de mes salutations distinguées.

Le Responsable du Service Forêt,



Stefan SCHNEIDER.

Copie : Responsable de l'UT de BELFORT et au Chef du Triage de BESSONCOURT .



